



**EUROPEAN
FORUM**
Bruxelles

MANIFESTE

SYNDICALISTES POUR

UN “NEW DEAL VERT ET EQUITABLE”

Les syndicats en Europe sont confrontés à de profondes turbulences sociales et politiques. La numérisation, les économies de plate-forme, la précarité croissante de l'emploi, l'aggravation des problèmes écologiques (en particulier en ce qui concerne le changement climatique) et les conflits mondiaux croissants ont entraîné de profonds changements dans l'économie et le lieu de travail.

Nous pensons que le seul moyen de relever efficacement ces défis est de réclamer un New Deal Vert et Équitable (Fair and Green New Deal, FGND) laissant de côté les débats nationaux qui alimentent les mouvements, les partis et les gouvernements populistes et autoritaires. Ce FGND doit englober une nouvelle vision sociale qui redirige l'économie vers un bien-être vert et industriel en Europe.

En période d'urgence climatique, nous devons transformer notre façon de produire et de consommer en fonction des besoins sociaux et écologiques. Ce FGND devrait viser une égalité radicale.

Nous avons besoin d'un pacte pour l'emploi et la durabilité, comprenant un nouvel ensemble de politiques économiques, sociales et environnementales, dépassant les limites du capitalisme et visant à améliorer le bien-être des citoyens, et renforçant les services publics.

Le dumping social doit cesser. Des emplois de qualité doivent être la norme et rester à l'abri de pressions concurrentielles sur les salaires, l'exploitation et l'égalité de traitement, car des conditions de travail précaires ne peuvent pas être le moyen d'améliorer la prospérité économique. À cette fin, nous avons besoin d'un FGND qui offre:

- Lois et règlements visant à étendre les droits et la protection aux travailleurs non-standard et indépendants et à éviter de nouvelles formes d'emploi qui portent atteinte aux droits des travailleurs, jouer un rôle dans l'élimination de l'écart de rémunération entre hommes et femmes



- Lois et réglementations limitant les monopoles privés / oligopoles des entreprises numériques
- Normes légalement applicables pour les activités des entreprises multinationales et leurs chaînes d'approvisionnement

Un élément important serait un Protocole Social annexé au traité UE, qui chercherait à équilibrer les libertés économiques actuelles avec des réglementations sur les droits sociaux et à mettre fin aux politiques d'austérité.

Ce serait l'outil idéal pour retrouver le pouvoir de négociation des syndicats au niveau européen, affaibli par les réformes du marché néolibérales. Une négociation collective sectorielle au sein de l'UE est nécessaire pour assurer une convergence vers le haut qui apporte:

- Des salaires minimums justes pour des vies décentes
- Le droit de grève et la capacité d'organiser des actions au niveau européen et sectoriel
- Pouvoir de négociation des syndicats pour faire face aux nouveaux défis technologiques, lutter contre la déréglementation du marché du travail et créer des conditions équitables pour les travailleurs, assurer des services publics de qualité et des pensions adéquates
- Une extension des droits et de la protection aux travailleurs non-standard, indépendants et de plate-forme
- L'arrêt du développement de pratiques de travail précaires
- Une réduction des régimes de temps de travail avec augmentation de salaire
- Augmentation de la représentation des travailleurs au sein des conseils d'entreprise et accès à la formation et à l'enseignement professionnels statutaires et financés, en particulier pour les plus vulnérables.



Pour toutes ces raisons, une implication politique plus forte des syndicats au niveau de l'UE est nécessaire, ainsi qu'une coopération entre les forces de gauche, progressistes et écologiques.

- En l'absence d'une majorité progressiste, l'UE a besoin d'un bloc progressiste clair, qui développe les principes de gauche
- Les syndicats doivent s'affirmer en tant que partenaires socio-politiques qui défendent des positions progressistes, dénoncent et combattent la montée de l'extrême droite et du fascisme en Europe
- Les syndicats doivent s'engager dans la mise en place d'une Europe sociale pour les citoyens
- Une telle implication devrait garantir un débat permanent sur les moyens d'améliorer la démocratie au travail et dans les institutions pour les citoyens européens
- Cette coopération renforcée doit apporter des réponses audacieuses aux grandes questions de société, telles que le changement climatique, la numérisation, la mondialisation, tout en consacrant les droits de l'homme et les droits fondamentaux dans une politique européenne commune en matière de migration et d'asile.

